

Achte Sitzung – Huitième séance**Mittwoch, 29. September 1976, Nachmittag****Mercredi 29 septembre 1976, après-midi**

16.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Etter

76.014

Militärische Bauten und Landerwerbe**Ouvrages militaires et acquisitions de terrain**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 11. Februar 1976 (BBI I, 857)

Message et projet d'arrêté du 11 février 1976 (FF I, 857)

Beschluss des Ständerates vom 24. Juni 1976

Décision du Conseil des Etats du 24 juin 1976

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Forel

Ablehnung des Bundesbeschlusses mit Ausnahme des Kredites von 2 550 000 Franken für die Erneuerung des Militärszpitals Novaggio.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Forel

Refus de l'arrêté fédéral à l'exception du crédit de 2 550 000 francs pour la rénovation de la clinique militaire de Novaggio.

M. Bonnard, rapporteur: Dans son message, le Conseil fédéral nous demande d'approuver des projets de construction, des acquisitions de terrain et des crédits additionnels. Le montant total qui nous est proposé est de 429 490 000 francs; le plus gros poste est de loin celui des constructions, par 391 740 000 francs. Les acquisitions de terrain font 12 millions et les crédits additionnels 25 750 000 francs.

Les projets de construction se répartissent en gros de la manière suivante: 32 millions pour les usines d'armement, 73 millions pour l'emménagement, l'entretien et la réparation du matériel de guerre, 80 millions pour les places d'armes et de tir, 67 millions et demi pour le renforcement du terrain, 35 millions pour la protection de l'environnement, 29,3 millions pour une construction touchant le service sanitaire coordonné, enfin différents crédits moins importants.

Les acquisitions de terrain concernent la place d'armes de Genève et des besoins de l'intendance du matériel de guerre.

Enfin, les crédits additionnels sont provoqués par le renchérissement qui s'est produit entre le moment où le crédit a été voté et celui où l'ouvrage a été réalisé. Dans deux cas, le projet a dû être complété par rapport au projet initial.

Votre commission a consacré un jour et demi à l'examen de ce projet. Elle s'est divisée en sept sous-commissions, dont chacune a examiné quelques-uns des projets proposés. Les sous-commissions ont été accompagnées de représentants du département, bien au courant des projets. Elles ont procédé à des inspections locales, elles ont pu poser sur place de nombreuses questions et obtenir ainsi

de multiples renseignements supplémentaires. Elles avaient d'ailleurs en main non seulement le message lui-même, mais un document spécial contenant de nombreuses indications qui ont permis à vos commissaires de se faire une idée exacte de la situation dans chaque cas.

Nous tenons à remercier ici M. le chef du département et ses collaborateurs du soin avec lequel les visites ont été préparées, de la précision avec laquelle les informations requises ont été fournies. Des visites effectuées et des discussions qui ont eu lieu, la commission a retiré une impression d'ensemble favorable. L'article 2 de la loi sur les finances de la Confédération oblige toutes les autorités fédérales à gérer les finances de la Confédération en s'inspirant notamment du principe de l'emploi efficace et ménager des fonds. Les projets qui nous sont aujourd'hui présentés respectent ces principes. Ils s'insèrent dans une planification générale, reposant sur des priorités déterminées en fonction de critères judicieusement choisis. Les projets eux-mêmes ne sont ni surdimensionnés ni d'un luxe excessif. Ils ont été étudiés avec soin. La commission insiste simplement sur la nécessité pour le Département militaire fédéral d'avoir une bonne coordination avec les autorités cantonales. Les constructions militaires sont des constructions publiques importantes dans le domaine de l'aménagement national et régional du territoire. Il est indispensable dès lors qu'elles s'insèrent aussi harmonieusement que possible dans l'aménagement que font les cantons de leur territoire. A cet effet, des contacts permanents et étroits entre Département militaire fédéral d'une part, autorités cantonales de l'autre sont essentiels et nous recommandons à M. le chef du département d'y veiller, il le fait d'ailleurs.

La commission a constaté aussi que le Département militaire est attentif à l'évolution de la conjoncture. S'agissant de constructions, cela est important puisque vous le savez bien, la situation dans le domaine de la construction demeure préoccupante. Le climat général à l'égard de l'armée et de la défense nationale sera d'autant meilleur que le Conseil fédéral veillera à ce que la construction des ouvrages militaires soit autant que possible attribuée aux entreprises civiles de la région où ils se réalisent.

Votre commission connaît tout à la fois les efforts que l'administration fait dans ce sens et les contraintes auxquelles elle est liée, et nous souhaitons qu'elle maintienne la politique qu'elle suit aujourd'hui à ce sujet.

A propos des projets qui nous sont présentés, nous croyons utile de souligner quelques principes généraux.

Tout d'abord, les projets qui touchent les places d'armes, d'exercice et de tir sont inspirés par l'idée qu'il faut rendre l'instruction plus efficace et qu'il faut essayer de créer pour le soldat des conditions aussi proches que possible de la réalité. Cette idée est juste. Il y a à cet égard dans notre armée une certaine force d'inertie. J'ai l'occasion de voir chaque année quelques corps de troupe et je suis toujours frappé par deux éléments: d'une part une immense réserve de bonne volonté, un immense désir de bien faire, d'autre part des méthodes d'instruction ayant encore parfois un caractère relativement figé et formel. Cela tient sans doute pour une part importante à l'insuffisance des moyens dont on dispose pour l'instruction de base du soldat et des cadres. Non seulement le corps des instructeurs est encore insuffisant, mais les moyens techniques mis à sa disposition présentent des lacunes. Les efforts que le Département militaire fait et fera sur l'instruction de base dans les écoles de recrues seront largement payants pour l'instruction dans l'ensemble de l'armée, et partant pour l'efficacité de nos troupes et la confiance de chaque soldat dans la valeur de nos moyens.

Autre question générale: la force de notre armée réside dans le nombre de ses soldats et dans l'échelonnement de nos troupes réparties en profondeur sur tout le territoire. Il faut dès lors permettre à nos hommes de se protéger sur place et de s'accrocher au terrain. Les ouvrages qui sont proposés pour le renforcement du terrain et l'installa-

tion de certains cantonnements souterrains répondent à cette préoccupation. Là encore, nous devons approuver les intentions du Conseil fédéral. Dans la guerre moderne, l'effort demandé au combattant est dur; sa protection doit être d'autant meilleure. Nous serions coupables de ne pas tirer tout le parti possible de notre terrain accidenté.

Troisième remarque enfin: Dans la guerre moderne, l'élément surprise et le facteur temps jouent un rôle décisif. Nous sommes au milieu d'une Europe qui compte des millions d'hommes en armes, capables d'entrer en action en quelques heures. Dès lors, tout ce qui contribue à diminuer le temps nécessaire à l'armée pour être en état de combattre mérite notre plus grande attention. Plusieurs des projets qui vous sont présentés vont dans ce sens. Ainsi en est-il de certains ouvrages du soutien qui assurent une bonne décentralisation et du matériel et des munitions. Plus la troupe est rapidement ravitaillée en matériel et en munitions, plus elle est rapidement efficace.

Je n'ai pas l'intention de vous présenter successivement chacun des projets qui vous sont proposés. Le message du Conseil fédéral contient les éléments nécessaires. Nous nous bornerons à revenir sur quelques points discutés en commission.

Votre commission a eu un échange de vues au sujet de certains aspects des demandes de crédits supplémentaires. Elle s'est demandé s'il était opportun de continuer à prendre pour base du calcul du renchérissement l'indice zurichois du coût de la construction. Elle s'est demandé également si, lorsque plusieurs années se sont écoulées entre l'octroi du crédit et le début de la construction, la procédure appliquée est juste et s'il ne serait pas en définitive préférable de revenir devant les Chambres avant de commencer les travaux. Elle s'est demandé enfin si, au moins lorsque le renchérissement n'est pas trop rapide, il ne serait peut-être pas préférable de saisir le Parlement non sur la base de devis estimatifs, mais sur la base de soumissions rentrées. L'Administration, elle nous l'a dit en commission, est prête à examiner ces différents problèmes. Les solutions auxquelles elle pourrait arriver sont cependant sans incidence sur le présent projet qui peut être approuvé indépendamment des études qui seront nécessaires.

Votre commission s'est penchée aussi sur le problème que posent les vols trop fréquents de munitions, d'explosifs et d'armes. Le montant de 15,5 millions qui est prévu pour renforcer les mesures anti-vol devrait permettre de faire l'essentiel de ce qui est nécessaire. Le Conseil fédéral considère que les mesures anti-vol représentent une dépense de première priorité. Votre commission partage cet avis et encourage le département à accélérer la réalisation du programme prévu dans la mesure des possibilités.

La commission a également examiné le problème que pose l'aménagement des places de parc à l'intention des véhicules civils des soldats mobilisés sur les places d'armes. Elle s'est inquiétée de la manière dont est réglé l'emploi d'un véhicule civil pour l'entrée en service, les congés, le licenciement; elle s'est inquiétée du coût de l'aménagement de ces places, de la possibilité d'exiger une taxe de stationnement des militaires qui utilisent les places aménagées. Mais nous avons dû nous rendre à l'évidence: l'aménagement de places de parc gratuites aux abords des places d'armes est encore la solution qui présente le moins d'inconvénients; il favorise les relations entre la troupe et les communes, sièges des places d'armes, il permet de maintenir un certain ordre, il facilite les déplacements pendant les congés. D'ailleurs le coût de ces places est en fait moins élevé que le message ne le laisse entendre. Les exigences de la protection de l'environnement ont pu être modifiées récemment, ce qui a permis de réduire sensiblement le coût de ces places.

Enfin, je dois m'arrêter un instant sur deux projets particuliers. Le premier, c'est une question de détail, concerne la place d'armes de Kloten-Bülach. Ce projet comporte la

transformation du manège qui est une construction en bois datant de 1911. Le coût de cette transformation est de 750 000 francs. La construction d'une halle entièrement neuve, ces fameuses halles à usages multiples, serait de l'ordre de 1 200 000 francs. La sous-commission qui s'est rendue sur place a estimé que la construction d'une halle neuve serait plus rationnelle et que le coût un peu plus élevé serait compensé par divers avantages. La commission s'est ralliée à cette opinion. Pour autant, elle ne vous propose pas une augmentation du crédit. Le Département a pris acte de cette situation, il réétudiera l'affaire et se procurera les moyens financiers nécessaires, soit par prélèvement sur le poste «Imprévu», soit par un crédit additionnel qui sera demandé ultérieurement. D'ailleurs, l'article 2 du projet d'arrêté permettrait au Conseil fédéral de prélever le montant économisé sur la construction des places de parc pour l'affecter à la modeste dépense supplémentaire découlant de la construction d'une halle neuve.

Quant au second projet auquel nous devons nous arrêter, il porte dans le message le numéro 26 et concerne un ouvrage souterrain pour la production et l'entreposage de produits pharmaceutiques. Le crédit demandé est de 29 380 000 francs. Il a été refusé par le Conseil des Etats qui a renvoyé l'affaire au Conseil fédéral. A dire vrai, la commission du Conseil des Etats était unanime pour proposer l'approbation de ce crédit. C'est sur proposition d'un membre du Conseil, qui ne siégeait pas à la commission militaire, que le renvoi a été décidé. Les motifs ont été de deux ordres: d'une part des doutes ont été émis sur l'opportunité et l'urgence du projet, d'autre part la situation financière de la Confédération et la nécessité de procéder à des économies ont joué un rôle apparemment décisif. Je note que le Conseil des Etats s'est décidé sans avoir entendu le médecin en chef directement responsable du projet et sans avoir vu l'installation. Votre commission s'est rendue sur place par le canal de deux de ses sous-commissions qui ont opéré la visite séparément et indépendamment l'une de l'autre. Nous avons entendu les responsables directs du projet, en particulier le médecin en chef et le pharmacien en chef de l'armée. Par 21 voix contre 1 et 1 abstention, votre commission vous propose d'approuver aussi ce crédit. Nos motifs sont, en bref, les suivants.

Dans une guerre totale qui atteint à la fois l'armée et la population civile, le service sanitaire ne saurait être divisé en deux services complètement séparés, l'un au profit de l'armée, l'autre au profit de la population civile. Il faut au contraire que l'armée et la population civile mettent en commun l'ensemble de leurs moyens sanitaires. C'est ce que l'on appelle le service sanitaire coordonné qui s'étend non seulement aux soins ambulatoires et à l'hospitalisation mais aussi à tout ce qui touche les produits pharmaceutiques nécessaires à la pratique de la médecine. Le projet en cause aujourd'hui est un élément très important du service sanitaire coordonné. L'ouvrage a été construit pendant la dernière guerre. Des événements imprévus et contraignants ont obligé le département à modifier l'affectation prévue à l'origine. De nouvelles affectations ont successivement été étudiées: dépôt de matériel, hôpital de base, pharmacie. Finalement c'est l'utilisation dans le domaine pharmaceutique et sanitaire qui paraît la plus rationnelle et la plus urgente.

Le ravitaillement du pays et de l'armée en produits pharmaceutiques est particulièrement exposé dans deux domaines: celui des antibiotiques, d'une part, du protoxyde d'azote, produit de base pour les narcoses, d'autre part. Les réserves en matière d'antibiotiques sont constituées par des produits bruts. Avant d'être utilisables en médecine, ces produits doivent être conditionnés à l'aide d'installations spéciales. De telles installations n'existent pas en dehors de régions du pays situées dans les zones frontalières les plus directement menacées. L'idée est d'en monter dans l'ouvrage en cause. En cas de guerre ou de

crise, il serait alors possible d'assurer rapidement le ravitaillement de la population civile de l'ensemble du pays et de l'armée, sous la forme de produits finis fabriqués à partir de produits bruts stockés. Certes on se demandera pourquoi on ne pourrait pas simplement stocker les produits finis. Les raisons en sont simples: d'une part les produits bruts se conservent beaucoup plus longtemps que les produits finis, d'autre part ils valent plusieurs fois moins cher. Le projet permettrait donc à la Confédération d'assurer le ravitaillement en antibiotiques de l'armée et de la population civile avec plus de sûreté et à meilleur compte.

Quant au protoxyde d'azote nécessaire pour les narcoses, il n'est fabriqué en Suisse qu'en un seul endroit, d'ailleurs très vulnérable. Aucune solution de remplacement n'est prévue ou préparée si ce n'est pour une quantité tout à fait insuffisante. Or la chirurgie, pourtant si importante en cas de guerre, n'est tout simplement pas possible sans narcose et partant sans protoxyde d'azote. Le projet permettrait de combler en bonne partie cette lacune. Il permettrait, avec la petite installation déjà existante, de fabriquer la quantité minimum nécessaire de protoxyde d'azote pour satisfaire les besoins de l'ensemble du pays; de ce point de vue ce projet mérite notre approbation.

Non seulement, il permettrait de combler une lacune inadmissible de notre ravitaillement pharmaceutique, grâce à des installations de fabrication protégées, mais aussi d'entreposer des quantités importantes de matériel sanitaire aujourd'hui emmagasinées dans de mauvaises conditions et difficiles à gérer. Enfin, le délégué à la défense économique pourrait utiliser une partie de l'ouvrage pour y entreposer des biens vitaux.

En bref, votre commission a acquis la conviction que le projet refusé par le Conseil des Etats correspond à un besoin urgent, qu'il représente l'utilisation optimum de l'ouvrage préexistant et qu'il est le fruit d'études sérieuses.

Nous vous proposons dès lors d'entrer en matière, d'approuver l'ensemble des projets présentés et d'accorder, dans leur totalité, les crédits demandés.

Grünig, Berichterstatter: Am 11. Februar 1976 hat der Bundesrat den eidgenössischen Räten die sogenannte Baubotschaft 1976 unterbreitet, mit welcher er einen Kredit von 429,49 Millionen Franken verlangt. Davon entfallen 391,74 Millionen Franken auf Bauvorhaben, 12 Millionen Franken auf Landerwerbe und 25,75 Millionen Franken auf Ergänzungs- und teuerungsbedingte Zusatzkredite. Ihre Vorberatende Militärkommission hat die bundesrätliche Vorlage am 23. und 24. August eingehend geprüft. Sie hat in 7 Unterkommissionen alle wichtigen Objekte an Ort und Stelle besucht. Diese Unterkommissionen wurden von Mitarbeitern des EMD fachmännisch orientiert. An dieser Stelle möchte ich Herrn Bundespräsident Gnägi und seinen zahlreichen Mitarbeitern für die Vorbereitungen und Orientierungen im Namen der Militärkommission bestens danken.

Für dieses Geschäft lag die Priorität beim Ständerat. Er hat den Kreditbegehren zugestimmt. Allerdings hat er das Kreditbegehren Nummer 26 auf der Seite 14 der deutschsprachigen Botschaft für eine unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage im Zentralraum vorläufig zurückgestellt und an den Bundesrat zur weiteren Ueberprüfung zurückgewiesen. Dabei handelt es sich um einen Betrag von 29,38 Millionen Franken. Im Verlaufe meiner Berichterstattung werde ich auf diese Angelegenheit noch ausführlich zurückkommen.

Meine weiteren Ausführungen möchte ich in zwei Teile gliedern. In einem ersten Teil werde ich einen Ueberblick über die Finanzplanung bezüglich der Bauten des EMD geben und in einem zweiten Teil näher auf einzelne Bauvorhaben eingehen.

Zunächst zur Finanzplanung: Alle vorgeschlagenen Bauvorhaben sind im Finanzplan des EMD für die Periode 1975 bis 1979 eingestellt. Für Bauten und Landerwerbe ge-

mäss Finanzplan waren ursprünglich 1,76 Milliarden Franken vorgesehen. Zugunsten der Rüstungsbedürfnisse wurde dieser Betrag jedoch auf 1,65 Milliarden oder um 110 Millionen Franken reduziert. Diese Reduktion war auch im Hinblick auf die Kriegsbereitschaft zweifellos verantwortbar, hat sich doch der Baukostenindex aus Ihnen bekannten Gründen in den letzten zwei Jahren zurückgebildet. Es muss aber in diesem Zusammenhang hervorgehoben werden, dass damit wichtige Bauvorhaben entweder aufgeschoben oder gar auf eine weitere Zukunft hinausgestellt werden mussten. Aufgeschoben wurden z. B. der Bau des Waffenplatzes Moudon, der Ausbau des Waffenplatzes Colombier, der Ausbau eines Basisspitals im Zentralraum und weitere Bauten. Auf eine weitere Zukunft hinausgestellt sind die Gesamtsanierung des Waffenplatzes Andermatt, eine Mehrzweckanlage für ein Feldarmee-korps, ein Flabschiessplatz und anderes mehr.

Die Bauvorhaben, für die der Bundesrat von uns heute Kredite anbegehrt, gehören samt und sonders in die Kategorie der ersten Priorität. In diese erste Prioritätskategorie gehören erstens Bauten für den Umweltschutz, z. B. Gewässer- und Immissionsschutz; zweitens Führungs-, Kampf- und Schutzbauten; drittens Bauten für eine effektvolle Ausbildung. Ich kann es Ihnen überlassen, die einzelnen Bauvorhaben aufgrund der Baubotschaft dort einzuordnen, wo sie hingehören.

Gestatten Sie mir, dass ich zu diesem ersten Teil meiner Ausführungen noch folgende Bemerkungen anbringe: Das Investitionsprogramm 1975 bis 1979 bildet kein abgeschlossenes Ganzes; denn es führt die Bauprogramme der vorhergegangenen Investitionsperioden weiter, und in der Periode nach 1980 werden Bauten erstellt werden müssen, die in den Jahren 1975 bis 1979 begonnen worden sind. Warum ist dem so? Die Bautätigkeit des Bundes und im speziellen des EMD ist je länger desto mehr zu einer mittel- bis langfristigen Angelegenheit geworden. Planung, Projektierung und Finanzierung, insbesondere aber die Ausführung dauern heute im Schnitt über 6 Jahre pro Bauvorhaben. Das geschilderte Ueberlappen der Verpflichtungs- und Zahlungskredite birgt natürlich eine gewisse Gefahr in sich, nämlich dass der Ueberblick verlorengehen könnte. Ich kann Sie beruhigen. Ihre Militärkommission erhält regelmässig vom EMD Uebersichten mit allen wünschenswerten Details über den finanziellen Stand der Verpflichtungs- und der Zahlungskredite, und wir können mit Befriedigung feststellen, dass der nötige Ueberblick im EMD vorhanden ist.

Gerade im Sektor Bauinvestitionen beim EMD kann festgestellt werden, dass dringend Notwendiges von Nützlichem und Wünschbarem klar geschieden wird. Das EMD hat die Zeichen der Zeit erkannt und ist bemüht, die Sparanstrengungen ernst zu nehmen. Darob darf jedoch nicht vergessen werden, dass es Sparen und Sparen gibt. Eine der grundlegenden Aufgaben des Bundes ist es, unsere Landesverteidigung laufend auf jenen Stand zu bringen, der es unserer Armee erlaubt, den Kampf, den wir alle nicht suchen und nicht wollen, mit Erfolg zu bestehen. Ein Minimum an Aufwand ist deshalb nicht zu umgehen. Dieses Minimum ist heute zweifellos erreicht. Darunter geht es nicht. Was wir heute versäumen, können wir im Ernstfall nicht mehr nachholen. Die beiden Weltkriege sollten uns Warnung genug sein. Es war doch damals so, dass die Kriegsbereitschaft nicht den wünschbaren Stand aufwies und dass es schwierig war, die Rückstände in der Rüstung innert kurzer Zeit nach der Mobilmachung aufzuholen.

Nun zum zweiten Teil meiner Ausführungen: Ich verzichte darauf, um Zeit zu sparen, auf die einzelnen Kredite einzugehen. Sie finden sie in der Botschaft verzeichnet. Ihrer Militärkommission standen zudem noch weitere Beurteilungsgrundlagen zur Verfügung, die die Entscheide wesentlich erleichterten. Ich möchte auf zwei Objekte zu sprechen kommen. Das eine Objekt betrifft die Ziffer 224 (Ausbau und Sanierung des Waffenplatzes Kloten-Bülach), das andere und strittige Objekt finden Sie unter der Ziffer

26 (Unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage im Zentralraum).

Zu Kloten-Bülach: Eine Unterkommission unter Führung unseres Kollegen Hubacher hat diesen Waffenplatz unter die Lupe genommen. Die Unterkommission hat zum Gesamtprojekt einen Verbesserungsvorschlag gemacht, dem sich die Gesamtkommission einstimmig anschliesst. Das bundesrätliche Projekt sieht vor, eine Reithalle aus dem Jahre 1911 zu einer Mehrzweckhalle umzubauen. Dafür wäre ein Kredit von 750 000 Franken notwendig. Ein solcher Ausbau ist nicht rationell und vermag die effektiven Bedürfnisse der Truppe und der Zivilbevölkerung nicht befriedigend zu lösen. Mit einem Kredit von maximal 1,2 Millionen Franken liesse sich eine neue Mehrzweckhalle realisieren, die dienlicher ist als der alte Stall.

Ihre Militärkommission ist deshalb der Auffassung, dass wenn irgendwie möglich diese Lösung verwirklicht werden sollte. Sie stellt Ihnen zwar keinen Antrag, weil sie der Meinung ist, dass die benötigten zusätzlichen Mittel von 500 000 Franken aus dem angeforderten Kredit von 38,81 Millionen Franken beschafft werden sollten und könnten. Die Kommission lädt Herrn Bundespräsident Gnägi ein, das Problem im Sinne der gemachten Erwägungen zu überprüfen und wenn möglich zu realisieren.

Jetzt komme ich zur unterirdischen pharmazeutischen Fabrikations- und Lageranlage. Wie ich bereits ausgeführt habe, wurde der Kredit von 29,38 Millionen Franken vom Ständerat nicht bewilligt und das Geschäft an den Bundesrat zurückgewiesen. Dieser Beschluss des Ständerates war Anlass für unsere Kommission, diesem Objekt ihre ganze und volle Aufmerksamkeit zu schenken. Dies war auch nötig, hat doch der Ständerat die Rückweisung entgegen dem Antrag seiner Kommission in einer spontanen Reaktion – um es höflich auszudrücken – zurückgewiesen. Ich zitiere aus dem Protokoll des Ständerates: «Ich (der Antragsteller im Ständerat) habe in diesem Gespräch auch erfahren, dass die Militärkommission nicht dazu gekommen ist, in der Sache einen Augenschein durchzuführen, sondern dass man dieses Objekt einfach aufgrund der Unterlagen behandelt hat.» Und ein anderer Ständeherr hat dazu ausgeführt: «Ich würde dann sehr wünschen, dass die Militärkommission auch an Ort und Stelle eine Ueberprüfung vornimmt.»

Dieser Wunsch des Ständerates war Ihrer Kommission Befehl – wobei ich diesen Satz in Anführungszeichen setzen möchte. Der Nationalrat lässt sich ja bekanntlich vom Ständerat nicht am Gängelband führen.

Ihre Kommission hat mit der Besichtigung in gründlicher Weise das nachgeholt, was die ständerätliche Militärkommission versäumt hat. Aufgrund der Besichtigungen, aber auch einer einflussreichen Beratung beantragt Ihnen Ihre Kommission mit 21 : 1 Stimme und einer Enthaltung, den Kredit zu bewilligen. Welches waren die Gründe zu diesem Antrag? Die Anlage ist für unser Land überlebenswichtig. Es sollen in ihr im Ernstfall Pharmazeutika hergestellt werden, unter anderem Antibiotika und Lachgas. Dafür braucht es in Friedenszeiten für die Ausgangsstoffe, die in der Regel lange haltbar sind, Lagerräumlichkeiten. Die Endprodukte hingegen sind nur kurze Zeit lagerfähig; sie müssen daher an Ort und Stelle fabriziert werden können. Im Rahmen der Gesamtverteidigung und insbesondere des koordinierten Sanitätsdienstes ist diese vorgesehene Anlage nicht nur für die Armee lebenswichtig, sondern auch für grosse Teile unserer Zivilbevölkerung. Dabei ist festzuhalten, dass die meisten unserer Pharmafabriken an der Peripherie unseres Landes liegen und möglicherweise im Ernstfall rasch ausfallen könnten. Eine Reservestellung ist daher dringend erforderlich. Man würde es unserer Regierung kaum verzeihen, wenn sie in Kenntnis dieser gefährlichen Lücke in unserer Landesverteidigung die zur Schliessung derselben benötigten Kredite nicht rechtzeitig angefordert hätte. Damit sind wir bei den finanziellen Ueberlegungen angelangt. 1961 haben die eidgenössischen Räte für das gleiche Objekt einen Kredit von 22,8 Millionen Franken bewilligt. Damals war die Absicht, ein Basisspital

mit angegliederter Apotheke zu verwirklichen. Von diesem Kredit sind bis jetzt 12 Millionen Franken verbraucht. Heute steht ein Rohbau, der verschiedenen Zwecken zugeführt werden kann. Aufgrund eingehender Studien ist die Militärdelegation des Bundesrates zur Auffassung gelangt, dass eine Zweckänderung keine finanziellen Einbussen zur Folge habe. Anstelle des geplanten Basisspitals soll nun also im gleichen Objekt eine lebenswichtige pharmazeutische Notfabrik und eine Lageranlage erstellt werden, und zwar in enger Absprache mit der einschlägigen Privatwirtschaft, die die Notwendigkeit der Anlage sehr bejaht.

Nach dem Beschluss des Ständerates stellt sich der nationalrätlichen Militärkommission auch die Frage, ob die bereits getätigten Investitionen von 12 Millionen Franken auch in Zukunft brachliegen sollen, indem eine mächtige unterirdische Bauruine geduldet wird, die dem Bund jährlich mit rund 600 000 bis 700 000 Franken anliegt, oder ob im Sinne des bundesrätlichen Antrages nicht ein Werk von grossem Wert für unsere Landesverteidigung geschaffen werden soll. Sie hat sich dafür entschieden, dass man das angefangene Werk, dem das Schicksal einer Bauruine droht, mit den rund 30 Millionen Franken aktivieren sollte.

Zu unserer Gesamtverteidigung sind nicht nur Waffen und Geräte von ausschlaggebender Bedeutung, sondern auch die Dienste hinter der Front, also die unerlässliche Infrastruktur. Gelegentlich erhalte ich den Eindruck, dass man diese Infrastrukturen einfach zu wenig wichtig nimmt und dass insbesondere dem Sanitätsdienst in unserer Armee, von dem auch die Zivilbevölkerung namhaft profitiert, nicht die genügende Beachtung geschenkt wird.

Am Schlusse meiner Ausführungen möchte ich Sie einladen, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag des Bundesrates vollumfänglich zuzustimmen. Ich tue dies im Namen Ihrer einstimmigen Militärkommission und bitte Sie, den Antrag unseres Kollegen Bremi abzulehnen; ebenso ersuche ich Sie, den Antrag Forel abzulehnen.

M. Forel: Des Grisons à Novaggio, de Thoun à Genève, d'Altdorf à l'Hongrin, partout de nouveaux frais sont engagés soit à cause des perfectionnements de l'aviation, soit à cause du développement plus ou moins poussé de la motorisation et de la mécanisation de l'armée.

Nous n'allons pas refaire aujourd'hui le procès de la nouvelle orientation donnée à la défense nationale par le Conseil fédéral et le Département militaire; il n'en reste pas moins que les contribuables suisses en paient l'addition: près de 430 millions, ceci en pleine récession. Pas d'argent pour l'AVS, pas d'argent pour subventionner les caisses-maladie, l'enseignement, et j'en passe. Par contre, pour l'armement, on en trouve en haut lieu et en masse. Car tout de même, ces 430 millions viennent en plus du budget militaire annuel, même s'ils s'échelonnent sur quelques années.

Trois points de ce message ont particulièrement retenu notre attention. En ce qui concerne la deuxième étape de rénovation de la clinique militaire de Novaggio, nous voterons volontiers ce crédit de 2 550 000 francs qui nous paraît indispensable pour le développement d'une bonne médecine. Dans le même ordre d'idées, nous nous étonnons, comme du reste le président de la commission, de la proposition du Conseil des Etats de diminuer de quelque 30 millions le crédit nécessaire à un ouvrage souterrain pour la production et l'entreposage de produits pharmaceutiques, indiscutablement utile en cas de guerre. Est-ce que l'idée que l'armée puisse concurrencer le gigantesque monopole de la chimie suisse et bâloise en particulier, en produisant elle-même certains médicaments, a choqué la conviction de respect pour la sacro-sainte entreprise privée de nos vertueux voisins de la Chambre haute?

Enfin, il est un point qui nous choque particulièrement en tant que Vaudois respectueux de l'environnement et de la protection des sites. Nous voulons parler ici de l'aménagement, si l'on ose s'exprimer ainsi, des places de tirs des

troupes blindées au Petit-Hongrin. On a déjà englouti 34,7 millions pour construire une grande route d'accès esthétiquement détestable dans cette merveilleuse vallée, et l'on veut continuer encore. Pourtant, le message le dit lui-même: il y a de mauvaises conditions géologiques dans cette région pour construire des routes, le déneigement est difficile; le sol boueux empêche les mouvements des chars. Mais on s'acharne tout de même à vouloir aménager, corriger cette magnifique nature du Petit-Hongrin, en créant trois nouvelles routes et plates-formes pour quelque nouveaux 17 millions de francs. Donc, on va ruiner un des plus beaux sites des Alpes vaudoises. J'ose espérer qu'il n'y aura pas qu'un seul Franz Weber à l'entrée de la vallée mais un bataillon de Franz Weber lors du début des travaux! Quand comprendra-t-on au Département militaire fédéral qu'on ne protège pas la Suisse seulement avec du béton armé placé n'importe où, mais qu'on peut ruiner ce pays lorsqu'on le dénature?

Nous vous proposons donc de refuser les crédits demandés par cet arrêté fédéral, à l'exception des 2 550 000 francs destinés à la rénovation de la clinique militaire de Novaggio.

Ueltschi: Nachdem die beiden Herren Berichterstatter die Vorlage in extenso erörtert haben, möchte ich mich als Sprecher der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei auf gewisse wenige Objekte beschränken. Es betrifft dies einmal das Zentrallager für Militärbetriebe in Thun in der Kostengrößenordnung von 27,7 Millionen Franken. Im Rahmen der Durchführung einer Gesamtplanung der Eidgenössischen Militäranstalten in Thun werden den einzelnen Betrieben gewisse Zonen zugeteilt, und im Zuge dieser Gesamtüberbauung des Areals zeigt es sich, dass die Speditions- und Lagerverhältnisse der Eidgenössischen Munitionsfabrik und der Eidgenössischen Konstruktionswerkstätte ungenügend und nicht wirtschaftlich sind. Es ist vorgesehen, ein neues Zentrallager auf eigenem Boden mit eigenen Strassen zu erstellen.

Der zweite grosse «Brocken», der in Thun gebaut wird, ist der Armeemotorfahrzeugpark mit rund 61 Millionen. Die Verlegung des Armeemotorfahrzeugparks Thun nimmt eine zentrale Stellung innerhalb des Gesamtanierungsplanes der Militärbetriebe ein. Der Ausbau soll etappenweise erfolgen, und der frei werdende Platz wird weiterhin den Mechanisierten und Leichten Truppen zu Ausbildungszwecken zur Verfügung stehen. Der heutige unbefriedigende Zustand muss unbedingt behoben werden. Es besteht heute ein Ersatzteillager von sage und schreibe 90 000 Artikeln, die in über 30 Oertlichkeiten gelagert sind, ein Zustand, der absolut unhaltbar ist.

Ein weiterer grosser «Brocken», auf den auch schon von den Berichterstattern hingewiesen wurde, ist die Geländeverstärkung im Betrage von 67 Millionen Franken, in erster Linie zur Verstärkung der Abwehrräume, für Bauten zum Schutze von Kommandostäben und der Truppen, zum Bau von Waffenstellungen und Panzerhindernissen usw.

Eine vordringliche Angelegenheit ist die Verbesserung des Schutzes von Munitionsanlagen gegen Einbruch. Es bestehen heute 2000 Magazine mit Sprengstoffen und Munition, möglichst dezentralisiert eingelagert. Nachdem 20 gewaltsame Einbrüche in oberirdische Munitionsbauten verübt und die erbeuteten Sprengstoffe (Handgranaten, Minen usw.) hauptsächlich nach dem Ausland verfrachtet wurden, ist nun die Einsicht gekommen, dass diese Anlagen mit den entsprechenden Alarmanrichtungen unterirdisch gebaut werden sollten.

Nun gestatten Sie mir, dass ich, damit ich das Wort nicht noch ein zweites Mal ergreifen muss, zu den umstrittenen Bauten in Blausee-Mitholz noch kurz persönlich Stellung nehme. Es ist bereits von den beiden Herren Berichtstattern ausgeführt worden, dass seinerzeit im Jahre 1961 ein 23-Millionen-Kredit bewilligt wurde zum Bau eines unterirdischen Basisspitals mit angegliederter Spital- und Kriegsapotheke. 1962 wurden die Arbeiten begonnen. Bis heute sind die Zufahrtsstrassen, die Tankanlagen sowie grosse

Bestandteile der Infrastruktur erstellt. Projektänderungen waren notwendig, da sich die Erkenntnisse in bezug auf die heutige Kriegsführung und über die Schutzmassnahmen der einrichtungsmässigen und apparativen Ausrüstungen im Spitalbau ausgeweitet haben. Es erfolgte die Einstellung der Arbeiten und die Neuüberprüfung des Gesamtprojektes. 1973 wurde über eine Weiterverwendung dieser Anlage entschieden, und zwar als pharmazeutischer Fabrikationsbetrieb der Armee und zur Einlagerung lebenswichtiger Güter. In diesem Zusammenhang darf ich feststellen, dass diese Konzeptionsänderung einen ganz besonderen Kredit benötigt. Der Rest des unbenützten Objektkredits von 10 Millionen, der also nicht gebraucht wurde, wurde verwaltungsmässig abgerechnet, und die Frage stellt sich nun: Was will man mit dieser nun vorgesehenen Anlage tun?

Der geplante Fabrikationsbetrieb dient nun in erster Linie der Herstellung von kriegswichtigen pharmazeutischen Präparaten zur Versorgung der Armee. Nachdem vorausgesehen ist, dass im Kriegsfalle sehr wahrscheinlich unsere Pharmazeutikbetriebe in Basel und längs des Rheines bis nach Schaffhausen einmal ausgebombt sein werden, sind wir auf diese Fabrikationsstätte unmittelbar angewiesen. Diese unterirdische Anlage stellt also eine massive Verbesserung des Sanitätsdienstes ganz allgemein dar, und auch zugunsten der Zivilbevölkerung ist sie gedacht.

Zur Stellungnahme des Ständerates: Herr Nationalrat Grünig hat bereits darauf hingewiesen. Ich möchte es aus meiner Sicht vielleicht noch etwas akzentuieren. Ich gestatte mir dazu folgende persönliche Feststellungen: Eine reale Vorstellung und ein wirkliches Urteil über die Anlage in Blausee-Mitholz ist nur dann möglich, wenn die Anlage auch wirklich besichtigt worden ist. Ich stelle fest, wie bereits Herr Grünig dies festgehalten hat, dass das Objekt von der ständerätlichen Kommission nicht besichtigt wurde, geschweige von den übrigen Ständesherrn. Das Projekt wurde ganz einfach als Verlegenheitslösung abgestempelt und der Entscheid über das Knie gebrochen. Die Begründungen der Ständesherrn waren für mich eher dürftig und fadenscheinig, zum mindesten nicht überzeugend. Das Geschäft wurde aus meiner Sicht oberflächlich und zu wenig gründlich behandelt. Aus Spargründen wurde dann dieses Objekt im Ständerat abgelehnt. Bei dieser Gelegenheit darf ich hier feststellen, dass der Nationalrat nicht weniger sparsam ist als der Ständerat. Die Rechnung präsentiert sich nämlich kurz folgendermassen: Seit 1962 ist in dieser unterirdischen Anlage die runde Summe von 10 Millionen investiert worden. Wenn man dazu 6 Prozent Zins rechnet, so ergibt das wiederum eine Summe von 8 bis 9 Millionen. Hier stellt sich nun die Frage: Handelt es sich nicht um einen finanziellen Verschleiss besonderer Art, wenn diese unterfelsige Anlage nicht im Sinne der bundesrätlichen Botschaft weiter ausgebaut wird?

Aber auch unter dem Titel der Arbeitsbeschaffung ist es notwendig, dass diese angefangene Baute fertig erstellt wird. Letztendlich – und das hat für mich eigentlich die ausschlaggebende Bedeutung – geht es mir beim vorliegenden Geschäft noch um einen menschlichen Aspekt. Haben unsere Wehrmänner, unsere Truppen und die Zivilbevölkerung nicht Anspruch auf eine vollumfängliche und rechtzeitige Versorgung mit Arznei und Arzneimitteln und pharmazeutischen Unterlagen? Die Ehrfurcht, der Respekt vor dem menschlichen Leben gebietet dies. Denn die Armeepotheke ist ein Teil unserer Landesverteidigung, und es ist naheliegend, dass man, wenn von Landesverteidigung gesprochen wird, es in erster Linie die kombattanten Truppen und deren Ausrüstung sind, an die man denkt. Die wehrmedizinische Betreuung der Truppe durch die Formationen des Armeesaniitätsdienstes ist undenkbar ohne eine leistungsfähige und einsatzbereite Armeepotheke und den hinter ihr stehenden pharmazeutischen Dienst. Gesundheit, Leib und Leben stehen hier im Vordergrund. Dieses Objekt verlangt meiner Auffassung nach eine vordringliche Behandlung. Wie bereits ausgeführt, hat

die praktisch einstimmige nationalrätliche Militärkommission diesem Projekt zugestimmt.

Wie ist nun die Stellungnahme der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei? Sie erkennt die Notwendigkeit und Zweckmässigkeit der vorgeschlagenen Investitionen für die militärischen Bauten, die Landerwerbe und der Zusatzkredite in der Grössenordnung von rund 430 Millionen Franken. In Anbetracht der überaus angespannten und kritischen Finanzlage der Eidgenossenschaft hat die Fraktion auch eingehend die Frage der zeitlichen Realisierung dieser unterirdischen pharmazeutischen Anlage erörtert. Der Gedanke einer Zurückstellung verschiedener Vorlagen, wie z. B. des Ausbaus des Botschaftsgebäudes in Tokio, des Technoramas in Winterthur und anderer scheint der Fraktion grundsätzlich richtig. Wir haben allerdings damals den Beschluss des Ständerates mit mindestens vier Vorlagen als eine Einheit betrachtet. Der Nationalrat hat nun aber letzte Woche die Vorlage für die Landwirtschaftlichen Versuchsanstalten mehrheitlich gutgeheissen, und damit ist die erwähnte Einheit durchbrochen worden und nicht mehr gewahrt. Die Fraktion ist deshalb der Auffassung, dass im gegenwärtigen Moment auch dem vorliegenden Projekt Blausee-Mitholz zuzustimmen sei. Sie ist jedoch bereit, im Differenzbereinigungsverfahren soweit notwendig auf diese Frage zurückzukommen. In diesem Sinne stimmt die Fraktion der bundesrätlichen Botschaft einhellig zu und lehnt die beiden Anträge der Herren Forel und Bremi ab.

Röthlin: Im Namen der CVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten sowie die 12 Millionen für zwei Landerwerbe und 25,7 Millionen für 20 teuerungsbedingte Zusatzkreditbegehren gutzuheissen. Grossmehrheitlich hat jedoch die CVP-Fraktion beschlossen, Ihnen zu beantragen, für Bauten und Einrichtungen statt 391,7 Millionen lediglich 362,3 Millionen zu bewilligen, d. h. dem Antrag Bremi zuzustimmen und damit den Objektkredit Nr. 26 von 29,3 Millionen für die unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage an den Bundesrat zurückzuweisen. Um Zeit zu gewinnen, gestatten Sie mir, diesen Antrag gleich jetzt, beim Eintreten, zu begründen.

In der Militärkommission wurden wir eingehend über die Gründe zur Erstellung dieser Pharmaanlage orientiert, nachdem ein Antrag gleichlautend mit dem Beschluss des Ständerates gestellt wurde. Der Antragsteller war der Meinung, dass wir, um keine Zeit zu verlieren, keine Differenzen zum Ständerat schaffen sollten, dass diese Anlage nicht dringend sei und wir genügend Privatbetriebe haben, die diese Pharmaprodukte herstellen, dass auch in einem Notfall die Armee nie autonom sein kann und dass die Lösung in genügendem Lagerraum für Pharmaprodukte zu suchen sei. Die Anlagekosten für die Produktion und die damit zusammenhängende Unterkunft beziffern sich auf 12,65 Millionen, also 40 Prozent des verlangten Objektkredites. Diesen Argumenten wurde entgegengehalten, dass diese Anlage im Notfall nicht nur die Armee, sondern auch die zivile Bevölkerung zu versorgen habe, dass dieses Projekt zusammen mit der Pharmaindustrie geplant wurde und dass Antibiotika, Tabletten usw. nur 2 bis 10 Jahre, die Rohstoffe hingegen 10 bis 30 Jahre haltbar seien. Dies waren zusammenfassend die Argumente pro und kontra eine unterirdische Pharmafabrik. Trotzdem kam ich zur Ueberzeugung – und damit auch unsere Fraktion –, dass diese Anlage wohl wünschbar wäre, sicher aber nicht derart dringlich ist.

In den letzten Monaten wurden mit Recht vermehrte Sparmassnahmen gefordert. Nachdem unser Parlament dauernd mit Einzelproblemen konfrontiert wird, sind wir eben gezwungen, bei konkreten Projekten den Sparwillen zu dokumentieren, in Gottes Namen auch beim EMD. Lassen wir uns dabei vom Entscheid über die Landwirtschaftliche Forschungsanstalt Liebefeld nicht beeinflussen. Das Echo in der Öffentlichkeit war derart negativ, dass wir gut tun – vielleicht auch die SVP – bei dieser Vorlage einen Sparakzent zu setzen. Damit geht für die übrigen, teilweise

sehr dringlichen Objekte keine Zeit verloren, wenn wir zum Ständerat keine Differenz schaffen.

Weiter ist die Militärkommission auch beunruhigt über die enormen Aufwendungen zur Erstellung von Parkplätzen für Privatwagen, wie z. B. beim Objekt Nr. 223, Waffenplatz Payame. Bei einem Bestand von 2500 Wehrmännern in Thun wurden 1000 PW registriert, eine Wohlstanderscheinung trotz Rezession, die den Bund für die Bereitstellung von Parkplätzen Millionen kostet. Unsere Fraktion fordert nach wie vor einen konsequenten Ausbau der militärischen Verteidigungsbereitschaft, verlangt aber, dass auf bloss Wünschbares verzichtet wird (für den Moment wenigstens) und weniger dringliche Projekte, wie die Pharmafabrik, zurückgestellt werden.

Zum Schluss gestatten Sie mir zwei, drei Bemerkungen zum Sparthema, die ich nicht nur an die Adresse unseres Herrn Bundespräsidenten richten möchte. Bei jeder Gelegenheit spricht der Bundesrat über dringende Sparmassnahmen, doch in der Praxis merkt die Öffentlichkeit wenig davon. Männiglich kritisiert und bejammert die leere Bundeskasse und die roten Zahlen in unserer Bilanz. Doch das Volk wird davon nicht beeindruckt, bis es dies am eigenen Leib spürt, indem zum Beispiel die AHV-Renten nicht mehr automatisch steigen und die Subventionen abgebaut werden. Sparen bis es kracht, las ich kürzlich. Das ist wahrscheinlich die Sprache, die unser Volk verstehen wird. Erst dann werden unsere Stimmbürger am 12. Juni unserem Finanzpaket Verständnis entgegenbringen und das grosse Opfer von zusätzlich 3,5 Milliarden auf sich nehmen.

Abschliessend ersuche ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag Bremi zuzustimmen.

Meyer Hans Rudolf: Mit der Botschaft, die wir heute behandeln, werden für militärische Bauten und Landerwerbe Gesamtkredite nachgesucht, und zwar für sehr zahlreiche Bauvorhaben 391 Millionen, für zwei Landerwerbe 12 Millionen und für 20 teuerungsbedingte Zusatzkredite zu bereits bewilligten Objektkrediten rund 26 Millionen.

Wie bereits ausgeführt worden ist, sind alle diese Vorhaben im Finanzplan des EMD für die Planungsperiode 1975 bis 1979 enthalten. Die Bauvorhaben sind, unter Berücksichtigung der konjunkturpolitischen Massnahmen, nach Dringlichkeit und nach dem Stand der technischen Vorbereitung ausgewählt worden. Dabei ist besonders zu begrüssen, dass eine Verteilung auf das ganze Land mitberücksichtigt worden ist. Bei den Bauvorhaben sind wichtige Einzelobjekte enthalten: die Bauten für Rüstungsbetriebe, für Waffen- und Schiessplätze, für die Flieger und Fliegerabwehrtruppen, für die Einlagerung von Kriegsmaterial und für den Umweltschutz. Es ist besonders zu betonen, dass ein beachtlicher Kredit von mehr als 67 Millionen Franken für Geländeverstärkungen eingesetzt ist.

Die vorliegende Baubotschaft fügt sich ein in die jährlich unterbreiteten Baubotschaften der letzten Jahre. Die Rüstungsbotschaften und Baubotschaften der vergangenen Jahre belegen die klaren Zielvorstellungen des EMD und des Bundesrates in der Richtung, unsere Armee auf der Höhe der Zeit zu erhalten, ihr die notwendige Rüstung und bauliche Infrastruktur zur Verfügung zu stellen.

Die freisinnig-demokratische Fraktion, in deren Namen ich die Ehre habe, zu reden, unterstützt diese Bemühungen des Bundesrates. Sie bejaht die militärische Landesverteidigung und ist sich bewusst, dass eine starke Armee aufrechterhalten werden muss. Die Fraktion stimmt allen Kreditbegehren – mit Ausnahme des Kredites für eine unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage – zu. Eine Mehrheit der Fraktion ist der Meinung, dass die Dringlichkeit dieser Anlage nicht gegeben ist.

In Anbetracht der Finanzlage des Bundes sollen nach Meinung der Fraktion nur noch unaufschiebbare Ausgaben getätigt werden. Der Ständerat hat bekanntlich das Kreditbegehren für diese unterirdische pharmazeutische Fabrikationsanlage an den Bundesrat zurückgewiesen. Die Mehrheit der Fraktion schliesst sich diesem Beschluss des

Ständerates an. Sie ist der Auffassung, dass das Projekt einer unterirdischen pharmazeutischen Fabrikationsanlage nicht in erster Dringlichkeit verwirklicht werden muss. Es kann aus übergeordneten staats- und finanzpolitischen Gründen Situationen geben, denen man sich fügen muss. Aus solcher Sicht ist nach Auffassung der Mehrheit der freisinnigen Fraktion auf eine sofortige Ausführung des Projektes einer pharmazeutischen Fabrikationsanlage zu verzichten. Das bedeutet keinesfalls einen endgültigen Verzicht, sondern nur einen Aufschub. Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob für die vorhandenen Stollen einstweilen nicht eine andere und kostengünstigere Lösung, zum Beispiel der Ausbau als Lager, gefunden werden kann.

Die freisinnige Fraktion dankt dem EMD und dem Bundesrat für die begründeten und zielbewussten Anträge im Interesse unserer militärischen Landesverteidigung. In ihrem Namen beantrage ich Ihnen Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Ständerates im Sinne des Antrages Bremi.

Schwarzenbach: Es handelt sich heute um eine Ausgabe mit der bescheidenen Summe von 400 Millionen. Ich bin eigentlich erstaunt, dass es uns noch wohl dabei ist. Wenn ich mir vorstelle, dass auf irgendeinem anderen Sektor als dem militärischen oder dem Rüstungssektor 400 Millionen zur Debatte stünden, bin ich überzeugt, dass man im Parlament einmütig darin wäre, dass 10, 20 oder 30 Prozent gekürzt werden müsse. Man ist als Militärfreund in einer etwas peinlichen Lage gegenüber dieser Vorlage. Jedenfalls mir geht es so; ich stimme nicht unbedingt gerne mit Herrn Forel und glaube auch nicht, in das ideologische Lager dieser Herren zu gehören. Aber dennoch habe ich diesmal den Eindruck, dass, wenn wir – auch nach dem Abstrich der Pharmafabrik – diese noch restlichen 370 Millionen einfach ungestraft – möchte ich sagen – genehmigen, wir unserer Schweiz und unserer Armee einen ganz schlechten Dienst leisten.

Jedenfalls wissen Sie, wenn Sie im Volk herumhören, dass dieses Volk armeefreundlich ist. Aber es wird im Volk nicht recht verstanden, das habe ich zu Genüge gehört, dass man auf dem Sektor Armee so wenig sparen kann. Überall kann man sparen. Aber in der Armee ist das wie ein Tabu in diesem Parlament. In der Armee kann man nicht sparen, und wenn man es trotzdem will, wird man verdächtigt, man sei ein schlechter Schweizer.

Ich habe einiges in der Botschaft durchgeblättert. Man kann ja zu der Botschaft gar keine Stellung nehmen, wenn man nicht in der Militärkommission ist. Da sind wir fertige Outsider und auf den guten Willen der Äusserungen der Herren der Militärkommission angewiesen. Wir müssen glauben, was man denen gezeigt und vorgeredet hat, und wissen nicht, wo sie erwisch worden sind, weil sie es selber auch nicht wissen.

Das ist ungefähr die Situation eines Aussenseiter-Nationalrates angesichts dieses Geschäftes, das er sich überall überlegt: Wo sind die wohl erwisch worden?

Einen kleinen Riecher haben wir in den vergangenen Sessionen bereits erhalten. Wir haben da einmal etwas von einem Wunderbau eines Pentagon gehört und davon, dass es dort nicht ganz mit rechten, sauberen Dingen zugegangen sei; das ist zwar nicht strafbar, nicht kriminell, aber mindestens merkwürdig. – Auf ungefähr 10 Seiten finden wir lauter teuerungsbedingte Kreditbegehren; dies obwohl wir in letzter Zeit immer wieder vernahmen konnten, das Bauen sei billiger geworden, es sei jetzt günstiger zu bauen als noch vor kurzer Zeit. Einige der teuerungsbedingten Kredite betreffen bereits ausgeführte Bauten; andere aber sind noch nicht erstellt, und dennoch werden teuerungsbedingte Zulagen verlangt. Da könnte man bestimmt auch sparen.

Herr Röthlin hat überzeugend – und wie mir scheint sehr ernsthaft, ich bestreite das gar nicht – vom Sparwillen seiner Fraktion gesprochen. Er fand dafür die richtigen Worte. Am Schluss aber hat er die Ausgaben dann doch be-

willigt. Ich verstehe das: Es kann doch einer diese Ausgaben nicht bestreiten, wenn er im Namen einer Fraktion spricht, die einen oder zwei Vertreter im Bundesrat hat. Das wäre unmöglich. Ich aber bin in der glücklichen Lage – wie Sie wissen –, einer derjenigen zu sein, aus deren Reihen kein Bundesrat gestellt wird. Darum erkläre ich hier, damit auch das einmal gehört wird: Ich bin ein gewöhnlicher Nationalrat, ein gewöhnlicher Schweizer Bürger, aber Patriot und militärfreundlich. Zu dieser Vorlage aber werde ich Nein stimmen, weil sie den Sparwunsch des Volkes nicht genügend berücksichtigt und provokatorisch wirkt. – Ich danke.

Bundespräsident Gnägi: Ich möchte Sie nicht allzu lange hinhalten, muss aber doch fünf Bemerkungen anbringen und dann zu den gefallenen Voten Stellung nehmen. Zunächst aber danke ich der Kommission für die von ihr geleistete Arbeit und unterstreiche insbesondere, wie sehr ich das neue System begrüße, das die Kommission seit zwei Jahren beachtet, indem sie mit sieben Unterkommissionen die wichtigsten Objekte an Ort und Stelle besichtigt.

Herr Schwarzenbach: Es trifft zu, dass in erster Linie die Militärkommissionen orientiert werden. Diese haben ein 200seitiges Dokument, einen Geheimbericht, erhalten. Hier geht es um Anlagen, die der Geheimhaltung unterliegen. Ich bin sehr dankbar (ich sehe nämlich persönlich längst nicht alle diese Objekte, lediglich bei der Planung und auf dem Papier) und froh, dass die Kommission in Untergruppen die wichtigsten dieser Anlagen besichtigt hat.

Eine erste Bemerkung: Es handelt sich hier um eine normale Baubotschaft des Militärdepartements bzw. des Bundesrates. Sie umfasst – wie gesagt wurde – 429,4 Millionen Franken. Im ersten Teil befinden sich Objektkreditbegehren von 391 Millionen, im zweiten Teil Objektkredite von 21 Millionen Franken für zwei Landerwerbe, und im dritten Teil sind 20 zur Hauptsache teuerungsbedingte Zusatzkreditbegehren von insgesamt 25,7 Millionen Franken zu bereits bewilligten Objektkrediten enthalten.

Ich möchte noch unterstreichen – weil das vielleicht zu wenig beachtet wird –, dass diese Vorhaben alle im Finanzplan des Eidgenössischen Militärdepartements, Planungsperiode 1975–1979, enthalten sind, wo der Zahlungsbedarf für Rüstungsbedürfnisse von insgesamt 4,7 Milliarden Franken ausgeschieden ist. Heute sind für Bauten und Landerwerb noch 1,65 Milliarden Franken vorgesehen. Sie sehen, dass wir hier eine deutliche Zurückhaltung üben, weil wir erkannt haben, dass die Priorität in letzter Zeit eher zu den Rüstungsausgaben neigt.

Eine zweite Bemerkung: Die neuen Bauvorhaben wurden unter Berücksichtigung der konjunkturpolitischen Massnahmen nach Bedürfnissen und Dringlichkeiten sowie nach dem Stand der heutigen technischen Vorbereitungen ausgewählt. Mit Bundesratsbeschluss vom 1. April 1976 wurden im Dringlichkeitsverfahren 6,4 Millionen Franken für Detailprojektierungen freigegeben. Die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte hat diesem Verfahren und diesem Vorhaben zugestimmt.

Die Auswahl der Bauvorhaben nimmt auch Rücksicht auf eine möglichst regionale Verteilung.

Eine dritte Bemerkung: Gemäss der Planung werden die hier zur Diskussion gestellten Projekte die kommenden Militärvoranschläge mit folgenden ungefähren Tranchen belasten: 1976 mit 30 Millionen Franken, 1977 mit 80 Millionen, 1978 mit 90 Millionen Franken und 1979 mit 85 Millionen Franken. Der Rest von 144 Millionen Franken geht in die nächstfolgende Planungsperiode von 1980–1985. Ich unterstreiche, dass die Mitglieder der Militärkommission eine wirklich ausreichende Unterlage erhalten haben, in der die einzelnen Projekte in bezug auf Bedürfnis und Ausführung einwandfrei dargestellt sind.

Und nun eine Bemerkung zu der umstrittenen unterirdischen pharmazeutischen Fabrikationsanlage: Mit Bundesbeschluss vom 28. September 1961 wurde zur Erstellung

eines unterirdischen Basisspital in der im Jahre 1947 durch Explosion zerstörten Munitionsanlage ein Kredit von 22,8 Millionen Franken bewilligt. Im Verlauf der Bearbeitung dieses Projektes haben wir Erkenntnisse in bezug auf Schutzmassnahmen und Kampfverfahren gewonnen, die zeigen, dass diese Spitalanlage nicht realisiert werden kann. Die Militärdelegation, Bundesrat Furgler, Bundesrat Celio und der Sprechende, haben diese Anlage am 11. Mai 1971 besichtigt. Wir haben uns überzeugen lassen müssen, dass dort das geplante Basisspital nicht verwirklicht werden kann. Der Bundesrat hat daraufhin den weiteren Ausbau zu einer geschützten Spitalanlage einstellen lassen.

Die Möglichkeiten für eine Weiterverwendung der Anlage wurden in der Folge durch eine interdepartementale Arbeitsgruppe abgeklärt. Im Rahmen dieser Arbeiten wurden auch alternative Verwendungszwecke untersucht. Dem Schlussbericht dieser Arbeitsgruppe hat der Bundesrat zugestimmt und damit die entsprechenden Schlussfolgerungen gezogen. Im Bericht wird beantragt, die Anlage zu einem pharmazeutischen Fabrikationsbetrieb der Armee und Lagerraum für lebenswichtige Versorgungsgüter der Armee-Apotheke und des Delegierten für die wirtschaftliche Kriegsvorsorge auszubauen. Damit soll die ungenügende oberirdische Fabrikationsanlage in Kandersteg ersetzt werden. Im Blick auf die Bedeutung der Anlage als Bestandteil des koordinierten Sanitätsdienstes, der gegenwärtig aufgebaut wird, gestatte ich mir, auf die Dringlichkeit dieses Projektes hinzuweisen. Es sollte unseres Erachtens jetzt ein Schlussstrich unter eine wenig erfreuliche Angelegenheit gezogen werden. Die Gelegenheit, nach der Katastrophe von 1947 und den vielen seitherigen Versuchen doch noch etwas Sinnvolles aus dieser Anlage zu machen, sollte nicht ungenutzt verstreichen. Ein endgültiger Rückstellungsbeschluss würde selbstverständlich eine Verzögerung bei der Verwirklichung des koordinierten Sanitätsdienstes mit sich bringen. Das ist die sachliche Begründung für das erwähnte Projekt.

Die fünfte Bemerkung: Die Kommission ist über die Verpflichtungskredite genau orientiert worden, auch anhand dieses Berichtes, und zwar mit Stichtag 1. Januar 1976. Danach betrug am 31. Dezember 1975 der Ueberhang der noch laufenden und noch nicht abgerechneten Verpflichtungskredite rund 850 Millionen Franken. Mit den in dieser Vorlage angebehrten neuen Verpflichtungskrediten und nach Ausschöpfung des für das laufende Jahr verfügbaren Zahlungskredits wird der Ueberhang Ende dieses Jahres rund 950 Millionen Franken betragen oder rund das Dreifache eines jährlichen Zahlungsbedarfes. Dieses Verhältnis darf im Hinblick auf die Jahrestrends, wie ich sie Ihnen dargelegt habe, als normal bezeichnet werden.

Zu den Diskussionsvoten ist folgendes zu bemerken:

Sie haben von den Ausführungen der Kommissionsberichterstatter bezüglich der Mehrzweckhalle in Kloten Kenntnis genommen. Ich kann die Zusicherung abgeben, dass wir uns bemühen werden, diese Halle zu erstellen, wenn wir den erforderlichen Kreditbedarf unterbringen können.

Herr Röthlin hat auf das Problem der Parkplätze hingewiesen. Es ist tatsächlich so, dass für den Waffenplatz Payerne vorgeschlagen wird, Parkplätze im Kostenbetrag von rund 600 000 Franken zu erstellen. Heute ist die Motorisierung der Bevölkerung so weit fortgeschritten, dass ein grosser Teil der Rekruten mit dem Automobil einrückt. Wir können die Rekruten nicht verpflichten, die Bahn zu benutzen, und sie dürfen ihre Fahrzeuge nicht auf den öffentlichen Parkplätzen abstellen. Deshalb müssen wir diese Leistung erbringen. Auf abgelegeneren Waffenplätzen besteht indessen die Möglichkeit, Parkplätze mit einem geringeren finanziellen Aufwand zu erstellen.

Ueber die Ausführungen des Herrn Schwarzenbach bin ich wirklich erstaunt. Ich hätte angenommen, er würde sich bei einem Mitglied der Militärkommission darüber erkundigen, wie diese Probleme behandelt werden. So einfach sind die Verhältnisse nicht, Herr Nationalrat Schwarzenbach. Ich habe volles Verständnis für das Sparen, muss

aber mit aller Deutlichkeit sagen: Wir befinden uns in bezug auf unsere Aufwendungen für die militärische Landesverteidigung jetzt an der untersten Grenze. Wir haben noch vor 10 Jahren 2,7 Prozent des Bruttosozialprodukts für militärische Zwecke ausgegeben, während wir heute, wo die Kriegsgefahr sicher nicht kleiner geworden ist, bei 1,7 Prozent angelangt sind. Wir haben sehr grosse Zurückhaltung geübt; von verschiedener Seite ist denn auch bestätigt worden, dass eine weitere Kürzung unserer Militärausgaben nicht mehr verantwortet werden kann, wenn unsere Anstrengungen noch ernstgenommen werden sollen. Ich hätte im übrigen erwartet, dass man uns sagen würde, wo Fehler gemacht worden sind. Das Projekt Pentagon ist in diesem Rat sehr einlässlich behandelt worden. Nicht die Anlage selber war umstritten, Herr Schwarzenbach, kritisiert wurden gewisse Nebenerscheinungen, die mit dem Militärdepartement und der Anlage an sich nichts zu tun haben.

Was die teuerungsbedingten Mehrausgaben betrifft, stelle ich Ihnen die Frage: Bei welchen Objekten hat es nicht teuerungsbedingte Mehrausgaben gegeben? Es gab sie überall, nicht nur bei den Vorlagen des Militärdepartements, sondern auch bei Vorlagen des Volkswirtschaftsdepartements und des Departements des Innern. Sobald es sich um Bauten handelt, ist in der Zeit der Geldentwertung eben auch eine Bauteuerung eingetreten. Wir befinden uns mit dieser Vorlage sicher im normalen Rahmen.

Ich möchte Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten. Zu den Anträgen werde ich später noch Stellung nehmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1 und Abs. 2 Buchst. b und c

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2 Buchst. a

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Bremi

Abs. 2 Buchst. a

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1 et 2 let. b et c

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2 let. a

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Bremi

Al. 2 let. a

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Bremi: Mit der Mehrheit der freisinnig-demokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen, in Artikel 1 zweiter Absatz Buchstabe a einen Kredit von 362 360 000 Franken statt 391 740 000 Franken zu beschliessen. Der Kredit von 29 380 000 Franken für die Nummer 26 des Objektkredites

sei – wie dies der Ständerat bereits in der vergangenen Session beschlossen hat – an den Bundesrat zurückzuweisen. Es handelt sich dabei um die bereits erwähnte unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage.

Zu Beginn dieser Legislaturperiode haben wir hier alle dem Schweizervolk versprochen, das Nötige und nur das Nötige zu tun, um unsere Bundesfinanzen vorerst wieder in Ordnung zu bringen. Wir sprachen von Prioritäten und beschworen unseren Mut, im konkreten Fall uns unserer Deklamationen zu erinnern. Wir stehen jetzt vor einem konkreten Fall. Wir fällen einen Entscheid, der besonders nach dem Beschluss des Ständerates vom Schweizervolk beachtet werden wird. Bei unseren Sparappellen waren wir uns alle herzlich einig. Sobald wir aber von der «idée générale» zum Detail vorstossen, treffen wir mit jedem einzelnen Verzichtentscheid eine Gruppe von Zeitgenossen, die beim Sparen nicht ausgerechnet an sich selbst gedacht hat, sondern an die andern. Und damit wird es für den gewählten Politiker immer etwas heikel.

Und doch, in den Abstimmungen des nächsten Jahres wird die Stärke dieses Parlamentes nicht an der Originalität der staatlichen Leistungen gemessen werden, sondern an seiner Kraft auszuwählen, Dringliches von weniger Dringlichem zu unterscheiden und aus einer Additionsdemokratie eine Selektivdemokratie zu machen.

Ich stehe wohl kaum im Verdacht, die hervorragende Bedeutung unserer Landesverteidigung zu verkennen. Im Gegenteil, weil ich die Rüstung und Ausbildung auf lange Frist sichern will, brauchen wir einen Staat, dessen Finanzhaushalt ausgeglichen und gewährleistet ist. Nur dann können wir auch wieder selbst finanzielle Prioritäten setzen und müssen nicht nur die Wünsche jedes Wählers zu Prioritäten deklarieren.

Im Jahre 1961 wurde der 23-Millionen-Franken-Kredit bewilligt, um in einer im Aktivdienst gebauten unterirdischen Anlage das Basisspital einzurichten. Der Bau wurde eingestellt, weil sich das Projekt als funktionell und technisch überholt erwies. Seit Jahren bauen wir richtigerweise nicht mehr zentrale, sondern dezentrale Zivilschutzspitäler. Man ist zur Erkenntnis gelangt, dass die medizinische Versorgung der Armee und der Zivilbevölkerung weitgehend auf den gleichen Anlagen, Einrichtungen und dem gleichen Fachpersonal basieren soll. Spitäler, Apparate, Medikamente und vor allem das Fachpersonal werden in Notzeiten in einem Mass zur Mangelware werden, das eine geographische und organisatorische Trennung nicht erlaubt. Es war deshalb durchaus sinnvoll, das Spitalprojekt in jenem Stollen nicht zu Ende zu führen, sondern die Arbeiten einzustellen.

Der Entscheid von 1961 hat sich als falsch erwiesen, und der Bundesrat hatte den Mut, das zu sehen und konsequent zu handeln. Aber das gewaltige Loch blieb ungenützt weiterhin bestehen, und nun, nach über zehnjähriger Bedenkzeit, fand man einen neuen Verwendungszweck. Ein massgebender Teil der Begründung des vorliegenden Kreditantrages von 29 Millionen Franken liegt ohne Zweifel in der provozierenden Existenz dieses Stollens. Gäbe es kein Loch im Berg, hätten wir auch diesen Antrag nicht. Wir lesen in der Botschaft auf Seite 15 nur einen Satz über die pharmazeutische Fabrikationsanlage: «Insbesondere stellen sich drei Fragen, die eine Ueberprüfung durch den Bundesrat nicht als zumutbar erscheinen lassen.»

1. Mit der Dezentralisierung der Spitäler müsste doch auch die Dezentralisierung der Lagerhaltung einhergehen. Da wohl einige Grundstoffe über viele Jahre gelagert werden können, zahlreiche Fertigprodukte, wie etwa Antibiotika, Narkotika und Serumstoffe, aber nur kurzfristige Lagerung ertragen, drängt sich offensichtlich eine Lagerung in den einzelnen Lokalspitälern auf, dies um so mehr als die Transporte aus einem Zentrallager doch im Kriegsfall nicht ohne weiteres als gewährleistet betrachtet werden können. Ein konsequent gehandhabtes diesbezügliches Konzept würde im übrigen dringend notwendige Klarheiten

über die Zusammenarbeit der zivilen und militärischen Gesundheitsversorgung bringen und auch Kantonen und Gemeinden Fehlinvestitionen vermeiden helfen.

2. Es wird geplant, eine pharmazeutische Fabrikationsanlage zu erstellen. Es ist in der Botschaft nichts darüber zu lesen, wer diese Fabrik betreibt. Ohne Zweifel müsste auch in Friedenszeiten regelmässig produziert werden. Eine solche technische Anlage, die noch unter erschwerten Umständen unterirdisch funktionieren soll, kann nur solange als betriebsbereit und betriebssicher gelten, als sie auch tatsächlich produziert und nicht stillgelegt ist. Mit welchen Fachleuten, mit welchem Aufwand soll die Fabrik betrieben werden? Auch darüber dürften wir einige zusätzliche Informationen erwarten, weil doch offenbar Folgekosten entstehen.

3. Es wird von Fachleuten die Ansicht vertreten, dass mit relativ geringeren Kosten eine Lagerkapazität von erheblicher Qualität geschaffen werden könnte, die verschiedenen militärischen Bedürfnissen gerecht werden kann. Ich kann mir denken, dass eine solche Investition durchaus vertretbar wäre.

Aus diesen Fragen geht hervor, dass das vorliegende Projekt ohne Schaden für die Armee nochmals überarbeitet werden kann. Von besonderer Dringlichkeit ist in der Armee ohnehin die Rüstung, das heisst also die Realisierung der bestehenden mittelfristigen Zielsetzung.

Die politische Priorität liegt bei der Bereinigung der Bundesfinanzen. Mit dieser Bescheinigung schaffen wir die erste Voraussetzung für die Zustimmung der Stimmbürger zum Finanzpaket. Viel wichtiger als der Streit um Mehrwertprozente ist der tatsächliche Ausdruck des Sparwillens. Daran wird sich der Stimmbürger bei seinem Entscheid über das Finanzpaket orientieren. Wie schon in einer Debatte der Juni-Session zur Bildungspolitik erwähnt wurde, genügt es eben nicht mehr, politische Schwerpunkte an der eingesetzten Zahl von Franken zu messen, sondern darüber hinaus auch noch daran, ob wir mit jedem Franken die höchstmögliche Wirkung erreichen. Auch diesbezüglich wird die Rückweisung dieses Projektes keine überflüssigen Fragen stellen.

Die Ständeratsentscheide der letzten Session wurden in der Presse ausgiebig besprochen und als Ausdruck eines Anfanges zur Konsequenz gewürdigt. Allerdings war nicht zu verkennen, dass die Presseberichterstatte als Kenner dieses Hauses an der «Courage» des Nationalrates zweifelte. Wir sind fest überzeugt, dass mit dem einstweiligen Verzicht auf dieses Projekt in der heutigen Form der Armee auf längere Frist mehr geholfen ist, als wenn der Stimmbürger zu Recht am Sparwillen und am sachlichen Urteil des Parlamentes zweifelt, die Finanzvorlagen verwirft und uns damit zu bedeutend drastischeren und ungezielteren Massnahmen zwingt. Dann wird es mit Sicherheit nicht mehr nur um pharmazeutische Produktionsanlagen gehen. Dann werden auch weit grössere Löcher ungestopft bleiben. Ich bitte Sie deshalb, dem Beschluss des Ständerates zu folgen und diesen einen Projektkredit (Nr. 26) an den Bundesrat zurückzuweisen.

M. Gautier: J'ai eu souvent l'occasion de dire à cette tribune que j'étais favorable à une politique d'économies de la part du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale, je l'ai dit instamment au mois de juin lors de nos débats sur le paquet financier. J'y reste tout à fait favorable, mais pas à une politique d'économie à n'importe quel prix. Je crois qu'il y a des économies qui risquent de coûter extrêmement cher et en particulier la proposition que nous fait M. Bremi, après la prise de position du Conseil des Etats. Elle peut nous coûter très cher, soit en argent soit en déficit pour la santé publique, d'une part, et pour l'armée et la défense nationale, d'autre part.

En effet, je pense que si l'on tient à faire des économies dans le domaine de la défense, ce qui est parfaitement compréhensible – et là je rejoins M. Schwarzenbach quand il dit qu'il ne doit pas y avoir de tabou dans ce do-

maine – je suis certain qu'il y a sur la liste des 400 millions de crédits qui nous est proposée, beaucoup d'autres points qui auraient pu faire l'objet d'une économie, par exemple la place de parc pour les recrues à Payerne, dont on a parlé, certaines constructions, certains développements d'installations militaires qui ne sont peut-être pas plus urgents que la pharmacie d'armée.

En ce qui concerne celle-ci, de quoi s'agit-il? Il s'agit de pouvoir fabriquer, ou tout au moins transformer, des antibiotiques d'une part, et du protoxyde d'azote – un gaz pour les narcoses – d'autre part. Je n'insiste pas sur les avantages de cette fabrication, le président de la commission et le rapporteur de langue allemande l'ont déjà fait. Mais je voudrais tout de même rappeler que si nous étions plongés brusquement dans une situation de guerre en Suisse, nous ne disposerions d'antibiotiques prêts à l'emploi dans le commerce civil que pour une dizaine de jours et dans les réserves de l'armée pour dix autres jours. C'est dire qu'au bout de trois semaines, nous reviendrions aux méthodes anti-infectieuses d'avant 1940. Dans le domaine de la narcose, M. Bonnard l'a dit tout à l'heure, nous n'avons qu'une fabrique de protoxyde d'azote en Suisse, elle est dans la région lausannoise et rien ne dit qu'en temps de guerre elle pourrait continuer à fonctionner, n'étant pas protégée. Alors, si nous n'avons plus de protoxyde d'azote, cela veut dire qu'en cas de conflit nous retournerions aux méthodes du très grand chirurgien que fut Larrey, médecin général des armées napoléoniennes, époque où l'on se dépêchait d'amputer, le plus rapidement possible pour que la malade souffre le moins possible. Je ne pense pas que quiconque dans cette assemblée désire en revenir à cette situation. La médecine, la technique médicale ayant fait un certain nombre de progrès, nous n'avons pas le droit d'en priver ni notre armée, ni notre peuple en temps de guerre. On dit bien sûr que l'on peut repousser ce projet, évidemment c'est toujours possible. On a même été jusqu'à dire – je crois que c'est M. Bremi – que s'il n'y avait pas cette caverne déjà creusée dans les Alpes, on n'aurait jamais eu cette idée. Je crois que c'est faux, qu'il s'agit d'un besoin qui existe, qui est impérieux et que si l'on profite d'une installation déjà existante, c'est une bonne chose. Si l'on renvoie le projet de quelques années, il sera peut-être exécuté dans quelques années, mais c'est dangereux car on ne sait ce qui peut se passer durant cette période et de plus les coûts auront augmenté.

Alors je me demande si nous pouvons vraiment prendre dans ce Conseil la responsabilité de refuser ce crédit. Nos collègues des Etats l'ont fait probablement parce qu'ils étaient insuffisamment informés du problème de cette pharmacie d'armée. Nous n'avons pas la même excuse, nous avons été complètement et totalement informés à ce sujet. Il serait un peu trop facile de se donner bonne conscience et de se dire que nous allons économiser 30 millions sur le budget militaire en supprimant une dépense qui, en fait, n'a de militaire que le nom. Je suis persuadé que si une telle dépense avait été proposée dans le domaine de l'économie de guerre, par exemple, peu de gens auraient songé à la supprimer. Je crois qu'il serait vraiment irresponsable de renoncer à cette installation, je crois que c'est prendre une lourde responsabilité – je le répète – dans le domaine civil, mais aussi dans le domaine militaire, car je conçois mal la capacité de défense d'une armée qui serait condamnée au bout de trois semaines à se priver de soins indispensables que peuvent lui procurer l'existence d'antibiotiques et de gaz pour la narcose.

C'est pourquoi je vous invite à voter la totalité du crédit et à repousser la proposition de M. Bremi.

Meler Werner: Ich glaube, es ist ein absolut selbstverständliches Anliegen, dass man versucht, auch bei unserer Landesverteidigung so sparsam als möglich vorzugehen. Nun aber muss ich sagen, nach meinem Dafürhalten – ich stehe ganz auf dem Boden dessen, was mein Vorredner

hier soeben ausgeführt hat – ist das eine sehr ungeschickte Sparmassnahme, die der Ständerat in Aussicht genommen hat mit dieser Bekämpfung des Kredites von 29 Millionen Franken für die unterirdische pharmazeutische Station; denn gerade eine derartige Einrichtung erachte ich auf weite Sicht gesehen als ausserordentlich notwendig und nützlich. Ich hätte es dann viel lieber gesehen – es ist auch schon darauf hingewiesen worden –, man hätte anderswo gespart, beispielsweise bei diesen paar Millionen für Parkplätze in Payerne.

Ich möchte, um in diese ernsthafte Situation auch noch ein Wort des Humors hineinzubringen, sagen: Diese Diskussion hier in bezug auf die unterirdische pharmazeutische Station hat mich an das schöne Geschichtlein erinnert, das man von einer Berner Oberländer Gemeinde erzählt, als gleichzeitig die Kirchenorgel kaputt war und erneuert werden musste und ebenfalls die Feuerspritze, und zu beidem reichte das Geld nicht. Und dann begann der grosse Kampf – was jetzt tun? –, und die Anhänger der Kirchenorgel haben gesiegt. Dann kam einige Zeit später der Grossbrand im Dorf, und der Feuerwehrkommandant rannte durch das Dorf und schrie: «So orgelt jetzt doch, so orgelt jetzt doch!» Ich glaube, das sollte man sich doch bei dieser Frage hier auch überlegen. – Ich danke.

Präsident: Ich mache darauf aufmerksam, dass Herr Forel zu diesem Artikel 1 einen besonderen Antrag gestellt hat. Er hat ihn aber bereits beim Eintreten begründet.

M. Bonnard, rapporteur: J'aimerais d'abord rassurer M. Schwarzenbach et peut-être aussi les autres membres de ce Conseil. La Commission des affaires militaires du Conseil national ne considère pas que le Département militaire soit tabou. Elle considère que si des économies doivent être faites, le Département militaire peut aussi faire sa juste part. Il l'a fait; j'aimerais vous rappeler les exercices budgétaires de 1974, de 1975 et de 1976 encore, où le Département militaire a dû mettre sur la table un certain nombre de dizaines de millions.

Et puis la commission militaire, peut-être mieux que ce Conseil sait que dans le domaine de notre défense nationale comme l'a rappelé tout à l'heure le président de la Confédération, nous avons atteint le degré inférieur et que si les dépenses de la Confédération ont crû au cours de ces dernières années dans des proportions très considérables, c'est le Département militaire qui, lui, a connu le taux de croissance le plus faible, de loin le plus faible, 68 pour cent contre des 100, 150 et 200 pour cent dans d'autres secteurs.

Une deuxième remarque: le Conseil fédéral ne vous demande pas de voter un budget, il vous demande aujourd'hui de voter un crédit d'engagement. Or je constate que personne ne s'est opposé au principe du projet qui vous est aujourd'hui proposé. On s'est opposé tout au plus au moment de sa réalisation. Or, en votant un crédit d'engagement, vous ne fixez pas le moment de la réalisation, c'est au niveau du budget ordinaire que vous devriez intervenir pour obtenir le renvoi, et non à l'occasion d'un crédit d'engagement qui comprend une période de plusieurs années.

M. Gautier, qui sait de quoi il parle puisqu'il est médecin, vous a décrit la nécessité du projet du point de vue médical. Il est vrai que le peuple nous a demandé de faire des économies. Il est bon que nous manifestations cette volonté. Mais je suis quant à moi persuadé que le peuple ne nous pardonnerait pas de faire des économies dans un domaine où il s'agit de sa survie. Je vous demande donc de voter la totalité du crédit.

Grünig, Berichterstatter: Ich bitte Sie im Namen der Kommission, dem vollen Kreditbegehren des Bundesrates zuzustimmen. Ich möchte nicht das wiederholen, was ich bereits in meinem Eintretensreferat gesagt habe. Aber Herrn Bremi möchte ich noch in folgendem Sinne antworten: Es

handelt sich bei dieser unterirdischen Fabrikationsanlage tatsächlich um eine zentrale Anlage. Wir sind der Meinung, dass die Dezentralisation der leicht verderblichen, nur kurzfristig haltbaren Medikamente möglich ist, aber wir können die Fabrikation dieser Medikamente im Ernstfall nicht dezentralisieren, und deshalb brauchen wir für die Ausgangsstoffe auch einen grossen Lagerraum, und der muss bei den Fabrikationsanlagen liegen. Aber für den Verbrauch dieser Medikamente sind wir auch der Meinung, dass diese dezentralisiert gelagert werden sollten.

Noch etwas über den Betrieb dieser Anlage. Ich zitiere jetzt unsere Geheimbotschaft. Das darf ich tun, weil dieser Passus nicht geheim ist. In dieser Botschaft steht geschrieben: «Die Anlage untersteht der Abteilung für Sanität und wird in Friedenszeiten von einem Anlagechef der Armeepothek ständig betreut und gewartet. Der Fabrikationsteil wird während der Dienstleistungen der Sanitätsmaterialabteilungen periodisch in Betrieb genommen; die Lagerkammern werden mit Armeereserven von Sanitätsmaterial belegt.» Diese Anlage dient also in Friedenszeiten nicht nur dem Einlagern von Material, sondern sie dient auch der Ausbildung unserer Sanitätstruppen, und ich glaube, auch aus diesem Grunde sollte man diesem Kredit beipflichten. Ich bitte Sie deshalb noch einmal im Namen der Kommission, dem vollen Kreditbegehren zuzustimmen und die Anträge Bremi und Forel abzulehnen.

Bundespräsident Gnägi: Ich äussere mich zuerst zum Antrag von Herrn Forel. Ich muss sagen, es ist das erstmal, dass ich Herrn Forel zum Teil zufriedenstellen kann. Denn bis jetzt mussten seine Anträge immer in globo abgelehnt werden. Ich bin Herrn Dr. Forel dankbar, dass er für seine Kollegen in Novaggio Verständnis aufgebracht hat. Im übrigen gehe ich aber mit den Anträgen von ihm nicht einig. Beim Antrag Bremi befinde ich mich in einer heiklen Situation. Ich muss Ihnen in aller Offenheit gestehen: Es geht um eine sachliche Frage und um eine politische. Die sachliche Frage haben Sie dargelegt bekommen. Es ist nicht so, Herr Bremi: Gäbe es dieses Loch nicht, so würde nicht gebaut. So einfach sind die Verhältnisse doch auch wieder nicht. Ich möchte Ihnen sagen, dass die Militärkommission vom Generalstabschef und vom Chef der Abteilung für Sanität über die Konzeption beim Sanitätsdienst ganz genau orientiert worden ist. Ich möchte es in grossen Zügen tun. Wir haben bereits eine analoge Vorlage verabschiedet; vor zwei Jahren haben Sie das neue Versorgungskonzept gutgeheissen, indem Sie dort die zweite Versorgungsstufe aufgehoben haben. Die erste Stufe an der Front wird verstärkt und die Versorgung wird im übrigen von der Basis aus gemacht.

Beim Sanitätsdienst, über den Sie ebenfalls eine Truppenordnungsrevision bekommen werden, ist genau das gleiche geplant. Die Sanitätsversorgung in der Kampfzone wird wesentlich verstärkt. Dann wird die Versorgung in die Basis zurückgenommen. In dieser Basis werden die zivilen und die militärischen Verwundeten genau gleich behandelt. Es gibt nicht mehr Armeespitäler und Zivilspitäler, sondern in den Basisspitälern sind alle Angehörigen unseres Landes, ob es Armeeteile oder zivile Teile sind, untergebracht und werden dort sanitär behandelt. Wer das im Friedensfall betreibt, ist Ihnen dargelegt worden. Ich kann auch noch den zweiten Absatz lesen: «Im Kriegsbetrieb wird die Anlage zur Auslieferungs- und Produktionsstätte. Die Gesamtanlage wird von einer Sanitätsmaterialabteilung übernommen und in Betrieb gesetzt, mit Ausnahme des Bereichs der kriegswirtschaftlichen Vorsorge», auf die ich aufmerksam gemacht habe. Ich glaube deshalb, dass dieses Projekt sachlich in Ordnung ist, weil es wirklich den koordinierten Sanitätsdienst darstellt, oder jedenfalls einen Teil davon. Wenn Sie diese Vorlage zurückweisen, dann bin ich der Meinung, dass Sie damit nicht die sachliche Begründetheit ablehnen.

Nun komme ich zum zweiten Teil, das ist die Frage der politischen Ueberlegung dieser Sparübung. Hier muss ich es Ihnen überlassen, ob Sie glauben, dass Sie mit diesem

Streichen hier eine verbesserte Atmosphäre für die kommende Abstimmung finden werden; das müssen Sie beurteilen. Wenn dem so ist, wenn das wirklich zum Erfolg führen sollte, dann wollen wir das nicht an dieser Anlage scheitern lassen, denn es geht dann in einem Jahr um etwas mehr als um das. Und wenn vom Sparen gesprochen wird, bin ich persönlich überzeugt, die Stunde der Wahrheit wird noch kommen, und die Stunde der Wahrheit liegt im Transferbereich; das werden Sie noch mit Zahlen sehen. Wir werden nicht darum herum kommen, auch dort gewichtige Schlussfolgerungen ziehen zu müssen. Wie Sie die Abstimmung gestalten wollen, muss ich Ihnen überlassen; das ist ein politischer Entscheid.

Präsident: Zu Absatz 2 Buchstabe a liegen drei Anträge vor, nämlich jener der Kommission (391 740 000 Franken), der Antrag Bremi (362 360 000 Franken) und der Antrag Forel (nur 2,55 Millionen Franken). In einer Eventualabstimmung stellen wir den Antrag der Kommission dem Antrag Bremi gegenüber. Das Ergebnis der Eventualabstimmung wird in einer definitiven Abstimmung dem Antrag Forel gegenübergestellt.

Abstimmung – Vote

Eventuell – Eventuellement:

Für den Antrag der Kommission	33 Stimmen
Für den Antrag Bremi	74 Stimmen

Abstimmung – Vote

Definitiv – Définitivement:

Für den Antrag Bremi	94 Stimmen
Für den Antrag Forel	8 Stimmen

Art. 2 und 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 et 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	97 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

An den Ständerrat – Au Conseil des Etats

75.466

Motion Baumann. Investitionen des EMD. Teuerung Investissements du Département militaire. Renchérissement

Wortlaut der Motion vom 1. Oktober 1975

Die strategische Lage Westeuropas hat sich derart verändert, dass die militärische und sicherheitspolitische Situation der Schweiz spürbar schlechter ist. Daher ist es dringend nötig, dass zumindest das geplante und vom Bundesrat genehmigte Investitionsprogramm des EMD für 1975–1979 mit einem Plafond von 4,7 Milliarden Franken uneingeschränkt realisiert werden kann. Die geplanten Investitionen haben jedoch infolge der Teuerung und der

Militärische Bauten und Landerwerbe

Ouvrages militaires et acquisitions de terrain

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1976
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	76.014
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.09.1976 - 16:00
Date	
Data	
Seite	1083-1093
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 079

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.